

Nous sommes l'intérêt général



La chute du gouvernement Barnier (la veille) n'aura pas entamé la **détermination de dizaines de milliers d'agentes et d'agents** des trois fonctions publiques à se mobiliser **massivement** le 5 décembre, à l'appel d'une large intersyndicale, comme à Clermont-Ferrand où nous étions 4 000. Du jamais vu de mémoire de militant-es dans un cadre fonction publique. Dans l'Education où la grève était **majoritaire dans les collèges et les lycées**, les cortèges étaient fournis avec une très bonne visibilité de nos revendications. Incontestablement, **la journée de grève du 5 décembre a été une réussite !**

Les personnels se sont avant tout saisis du 5 décembre pour **exprimer une colère profonde** : colère face aux **choix politiques qui malmènent l'Ecole publique et les personnels** (absence de revalorisation salariale, jours de carence, suppression de la GIPA, suppressions de postes, réformes contestées mais imposées au pas de charge et au mépris de la démocratie sociale comme le Choc des savoirs) mais aussi **colère face au mépris** qui s'est exprimé à travers les propos de G. Kasbarian, ministre démissionnaire de la Fonction publique et adulateur d'E. Musk, sur le soi-disant « absentéisme » des fonctionnaires, ceux de N. Sarkozy, ou ceux d'une V. Péresse, exaltée elle aussi par l'ascension de Musk et partisane d'un « comité de la hache anti-bureaucratique ».

Profond ras-le-bol donc mais aussi **fierté dans les rangs des manifestant-es** : celle d'être agent-e de la FP, titulaires ou contractuel-les, d'être au service de l'intérêt général, quoi qu'en disent les plus farouches contempteurs des fonctionnaires. Cette journée de grève était donc aussi un **avertissement adressé au futur gouvernement quel qu'il soit** : reprendre les mesures Kasbarian ou un budget d'austérité serait une nouvelle provocation inacceptable.

Pour le SNES et la FSU, **la FP n'est pas un coût, ni une charge, elle est une chance !** Nous, toutes et tous, faisons le Service public au quotidien, nous défendons les droits de toutes et tous, **nous sommes l'intérêt général**, notamment pour celles et ceux qui n'ont rien ! C'est la raison pour laquelle **nos revendications restent entièrement légitimes** : revalorisation pour toutes et tous sans contrepartie, amélioration des conditions de travail, défense et extension du statut général de la Fonction publique !

Rendez-vous en janvier après des vacances bien méritées.
Excellentes fêtes de fin d'année !

 Fabien Claveau, Marc Bellaigue, secrétaires académiques
Claire Chartrain-Lacombe, Murielle Veisz, Philippe Leyrat
Secrétaires académiques adjoint-es



Syndicat National des Enseignements de Second degré

29 rue Gabriel Péri 63000 CLERMONT-FERRAND

04 73 36 01 67

s3cle@snes.edu

<https://clermont.snes.edu>



CLERMONT-FD CDIS

P4

LA POSTE
DISPENSE DE TIMBRAGE

Bulletin trimestriel n° 205
Décembre 2024

Permanences du SNES-FSU Clermont

du mardi au jeudi de 14 h à 17 h

ou sur rendez-vous

à la Maison du Peuple à Clermont-Ferrand

S
O
M
M
A
I
R
E

- Page 1 : **Editio**
Page 2 : **Mobilisation du 5 décembre**
Groupes de niveau
Frais d'inscription à l'université
Page 3 : **Compte-rendu FSU du CSAA**
Elections internes FSU
Page 4 : **Scolasticide: pas de rentrée des classes à Gaza !**
Syndicalisation en forte hausse !



Mesures Kasbarian, gel du point d'indice, suppression de la GIPA, un budget 2025 qui passait à côté des urgences de l'École publique (4 000 suppressions de postes) : **la grève du 5 décembre, utile, a été un succès !** L'incertitude gouvernementale n'a pas entamé la détermination de la profession : **54% des personnels des collèges et des lycées ont répondu à l'appel d'une large intersyndicale fonction publique.** Le message envoyé au futur gouvernement est très clair : hier comme aujourd'hui, nous ne voulons pas des 3 jours de carence, il est urgent de revaloriser les personnels et de conforter l'École publique en lui donnant les moyens de fonctionner.

Le contexte politique (censure du gouvernement Barnier la veille)

n'a pas entamé la détermination de la profession, **illustration d'une colère profondément accrue.** Manifester contre un gouvernement censuré ? Faire grève et manifester surtout pour l'École publique, pour une revalorisation et une amélioration de nos conditions de travail. **Il y avait de la colère dans les rangs des manifestant-es mais aussi de la fierté :** celle d'être fonctionnaire, d'être au service de l'intérêt général, quoi qu'en disent les plus farouches contempteurs des fonctionnaires.

Continuer la mobilisation !

La réussite de la journée du 5 décembre appelle des suites rapides. **Quel que soit le nouveau gouvernement, le SNES-FSU appelle à poursuivre la mobilisation** et soutiendra toutes les actions (actions locales, rassemblements, grèves) **pour nos salaires, nos métiers, le statut de la FP, l'École publique laïque.**



Groupes de niveau : passage en force malgré l'annulation du conseil d'Etat

Le 28 novembre, le Conseil d'État annulait l'arrêté du 15 mars 2024 portant sur l'organisation des enseignements de mathématiques et français en Sixième et Cinquième par groupes de niveau. Répondant à plusieurs recours, **il a donc donné raison aux organisations syndicales et à la FCPE** qui contestent depuis un an maintenant avec une majorité de personnels et de parents d'élèves cette réforme inégalitaire.

Devant l'entêtement du ministère qui, quelques heures après la décision des juges, a adressé aux membres du CSE, de **nouveaux textes ainsi qu'un nouvel arrêté** réaffirmant les groupes de niveau



en Sixième et Cinquième et fixant les modalités de leur extension en Quatrième et Troisième, **toutes les organisations syndicales et la FCPE ont dénoncé ce passage en force.**

L'intersyndicale a demandé, sans succès, le report de la commission spécialisée prévue le vendredi 6 décembre. **Elle a donc décidé de boycotter cette instance** pour signifier au ministère que sur la forme et sur le fond, **ce passage en force est inacceptable et qu'il s'expose à de nouveaux recours.** Elle appelle le ministère à suspendre toute décision qui brusquerait une nouvelle fois la communauté éducative.

NON à l'augmentation des frais d'inscription à l'université !

Nos camarades du SNESUP-FSU (enseignement supérieur) alertent les futur-es étudiant-es et les parents d'élèves sur les **fortes menaces d'augmentation des droits d'inscription** à la rentrée 2025 : **de 1000€ à 2000€/an/étudiant-e au lieu de 175€ pour une année de Licence et de 250€ pour une année de Master.** Il s'agirait d'un choc social sans précédent : des milliers d'étudiant-es ne pourraient plus accéder à l'université ou poursuivre leurs études ; des milliers de familles et d'étudiant-es seraient obligé-es d'emprunter. La sélection à l'entrée à l'université serait définitivement installée. Depuis 2008 et l'adoption de la LRU (loi d'autonomie des universités), **l'État asphyxie budgétairement les universités en les mettant en concurrence, en les sous-finançant et en ne compensant plus les transferts de charges** (augmentation des salaires, surcoût des pensions de retraite, coût de l'énergie avec la guerre en Ukraine, etc.). Aujourd'hui, en décembre 2024, en France, 60 universités sur 71 sont en déficit : 30 d'entre elles, dont l'Université Clermont Auvergne, sont au bord du gouffre

budgetaire. **L'État a décidé de les asphyxier en épuisant leurs fonds de roulement :** fin 2025, ils seront totalement épuisés. A Clermont-Ferrand, **l'Université sera en déficit pour la 3e année consécutive** l'an prochain : - 15 millions €/an en 2023, en 2024 et en 2025 ! Résultat : si l'État ne garantit pas aux universités un budget 2025 en forte hausse de plusieurs milliards d'€, tous les étudiant-es devront payer ! **Le SNES-FSU ne peut l'accepter. Avec le SNESUP et la FSU, il appelle à se mobiliser largement contre ce tri social, enseignant-es, parents, élèves et étudiant-es !**

UCA en danger

Augmentation des frais d'inscription à l'université : que se passe-t-il ?

Tout comprendre en 2 minutes !

1 L'UCA pourrait augmenter les droits d'inscription de tous les étudiants à la rentrée 2025 : de 1000€ à 2000€/an étudiant au lieu de 175€ pour une année de Licence et de 250€ pour une année de Master. Il s'agirait d'un choc social sans précédent.

2 Pourquoi en sommes-nous là ?

3 Depuis 2008 et l'adoption de la LRU (loi d'autonomie des universités), l'État asphyxie budgétairement les universités en les mettant en concurrence, en les sous-finançant et en ne compensant plus les transferts de charges (augmentation des salaires, surcoût des pensions de retraite, coût de l'énergie avec la guerre en Ukraine, etc.).

4 A Clermont-Ferrand l'université sera en déficit pour la 3e année consécutive l'an prochain : - 15 millions €/an en 2023, en 2024 et en 2025.

5 Résultat : si l'État ne garantit pas aux universités un budget 2025 en forte hausse de plusieurs milliards d'€, tous les étudiants devront payer !

Informez-vous ! Mobilisez-vous !

NON à l'augmentation des frais d'inscription à l'université ! NON au tri social !

OUI à un budget 2025 ambitieux pour l'université !

OUI à de bonnes conditions d'études et de travail à l'université !



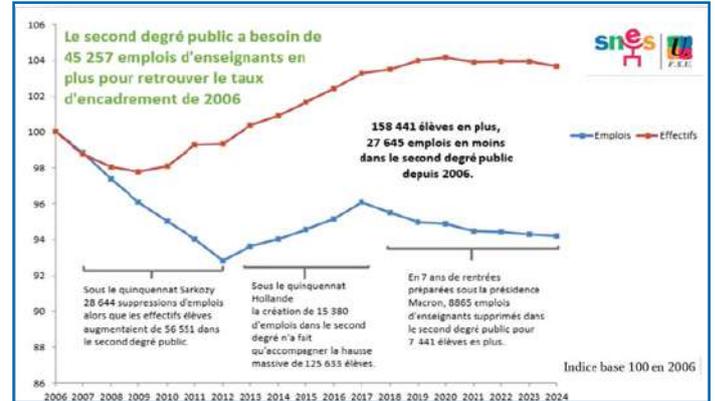
Le Comité Social d'Administration (CSA) de proximité (ex-CTA) organise le fonctionnement des établissements et les conditions de travail de toutes les agent-es du second degré au niveau local, personnel titulaire ou contractuel. Les **grandes orientations des réformes** et les **questions politiques** traitées au sein des CSA ministériels sont ensuite discutées en CSA académique et mises en œuvre par le rectorat. On y traite des **moyens des établissements**, des **créations/suppressions de postes**, des **prévisions d'effectifs** élèves, de la **carte des formations** professionnelles, des **dotations AED**, des **Greta**, de la **feuille de route RH**, de l'**égalité professionnelle femmes / hommes**, du **plan de formation**, des **lignes directrices de gestion** (LDG carrières et mutations), etc.

Le CSA académique qui s'est tenu le mardi 26 novembre 2024 était le premier de l'année. Un CSA qui a duré plus de 6 heures, l'occasion pour la FSU d'intervenir sur de nombreux sujets :

- les **effectifs prévisionnels**, les effectifs par classe, les suppressions de postes
- le « **choc des savoirs** » et la disparition de dispositifs, d'options, de l'AP contrairement au privé
- le **DNB érigé en barrage à l'entrée en seconde** pour les 3 voies du lycées qui menace de nombreux postes
- la **hausse des redoublements des élèves de 3e** n'ayant pas obtenu de place en lycée
- la **carte des formations professionnelles**. Un groupe de travail sur l'ouverture de CAP a été obtenu.
- le **LP d'Espaly** pour soutenir les revendications des collègues
- les **classes préparatoires aux grandes écoles (CPGE)**
- les **ajustements de rentrée des moyens AED**
- les **postes POP** qui contournent les règles, les priorités légales et le barème des mutations inter-académiques
- la **fusion des GRETA** qui élude totalement la situation des personnels et leurs conditions de travail
- la **feuille de route académique RH** et les intentions du ministère de transférer des compétences aux rectorats
- le **télétravail** dans les collèges et les lycées de l'académie
- le **bilan RCD 2023-2024** et les propos du ministre Kasbarian sur « l'absentéisme » des agents et agentes publics
- la **baisse des IMP** : indemnité référent-es numériques (-105 IMP), EPS, Devoirs faits (- 56,7 IMP), E3D (- 34 IMP)
- le **remboursement des frais de déplacements**
- les **prépa-secondes** pour les élèves recalé-es au DNB
- la **mixité des publics dans les CAP**
- l'ouverture d'un **DTMS machiniste-constructeur** au LP Marie Laurencin
- le **bilan des HSE 2023-2024** et l'enveloppe 2024-2025

- le **nombre d'élèves notifié-es sans AESH**
- la **prime exceptionnelle de pouvoir d'achat (PEPA)** non reconduite
- l'harmonisation des **modalités de services des agent-es administratifs-ves** au sein de la région AURA
- le **complément indemnitaire annuel (CIA)** pour les agent-es administratifs-ves

Effectifs prévisionnels :



Le rectorat prévoit à la rentrée 2025 une **baisse dans le public** avec 81 144 élèves (-504 élèves soit -0,6%) et une stagnation dans le privé avec 22 725 élèves (-31 élèves soit -0,1%). L'évolution par cycle serait la suivante : -397 élèves dans le 1er cycle (-177 dans le privé), -82 élèves dans le 2nd cycle GT (+67 dans le privé), +41 élèves dans le 2nd cycle Pro (+76 dans le privé), -66 élèves dans le Post-bac (+3 dans le privé). Si les prévisions d'effectifs effectuées par le rectorat sont proches du constat de rentrée, la FSU déplore néanmoins que les **sous-estimations des effectifs** chaque année entraînent des suppressions de postes. Depuis des années, c'est à une **dégradation continue de l'encadrement des élèves** qu'est soumise la communauté scolaire : hausse ans de rentrées effectifs par classe, suppression des heures de travail en petits groupes, aide aux élèves assurée en heures supplémentaires par les professeurs dont la charge de travail ne peut pourtant plus être alourdie. **La FSU considère par ailleurs que le "choc des savoirs" a pu engendrer une fuite d'élèves vers le privé face au flou et aux bouleversements créés par la mise en place des groupes de niveaux** dans les collèges publics et la disparition de dispositifs, d'options, de l'AP dans le public, le privé se permettant d'appliquer les réformes à sa guise. Le **nombre de redoublements en hausse cette année en 3ème** pour des élèves n'ayant pas vu leur choix d'orientation satisfait doit également nous interpeller. Par ailleurs, l'entêtement de la ministre à rendre le **DNB obligatoire pour accéder à une des trois voies du lycée** représente une **menace pour les effectifs en lycées et donc pour les postes d'enseignant-es**.

Retrouvez l'intégralité de nos interventions dans notre **compte-rendu** ainsi que la **déclaration FSU** sur notre site académique, rubrique « Collèges / Lycées / contenus / instances ».

Résultats des élections internes FSU



Le dépouillement des élections internes FSU dans notre académie a eu lieu lundi 2 décembre. Le taux de participation est en légère hausse par rapport à 2019 (+ 30 voix). Les résultats sont globalement stables par rapport au scrutin précédent, laissant le courant de pensée majoritaire Unité et Action largement en tête avec près de 71% des voix. Merci à toutes et à tous pour votre participation !

Académie	2024	%	Ecart en voix / 2019
Votants	264		+ 30
Blancs et nuls	0		- 2
Exprimés	264	100	+ 32
UA	187	70.83	+ 16
EE	27	10.22	+ 9
URIS	4	1.51	+ 1
Emancipation	2	0.75	- 1
FU	44	16.66	+7

Article de notre camarade Philippe Josselin, membre de l'AFPS 63, rédigé en octobre 2024.

Alors que l'année scolaire vient de commencer, à Gaza près de **90 000 étudiants et 625 000 enfants du primaire et du secondaire sont privés de cours**. Des dizaines de milliers ont été tués : ensevelis sous leurs maisons bombardées, sciemment visés par des tireurs israéliens ou brûlés vifs sous des tentes de fortune. Des milliers ont été amputés à vif d'un ou plusieurs membres. Entre 15 000 et 25 000 sont orphelins d'un ou deux parents.

Ils sont pour la plupart affamés, privés de soins élémentaires, soumis à des traumatismes psychologiques graves et manquent de tout : eau, nourriture, abri, vêtements, livres et matériel scolaire. Ils risquent leur vie à tout moment, lors de chaque déplacement.

93 % des écoles sont détruites ou gravement endommagées et constituent une cible privilégiée pour l'aviation israélienne. **La tota-**

lité des bâtiments universitaires ont été rasés par les bombardements ou dynamités par les troupes au sol, les bibliothèques incendiées : les valeureux soldats de l'armée la plus morale du monde n'hésitant pas à exhiber leurs actes héroïques sur les réseaux sociaux.

De nombreux enseignants ont été assassinés, Israël visant particulièrement les professeurs d'université afin de compromettre durablement l'avenir des Palestiniens.

L'hiver approchant, va rendre les conditions de vie encore plus atroces sous le regard complaisant de nos dirigeants qui ne cherchent même plus à dissimuler leur complicité voire leur satisfaction.

Pour nous citoyens encore attachés à la justice et aux Droits de l'homme, une seule solution : **BOYCOTT ISRAEL !**

Philippe Josselin pour AFPS 63, afps.pdd@gmail.com, facebook Palestine 63 Solidarité

Une syndicalisation en forte hausse !

1 stagiaire sur 3 déjà syndiqué-e au SNES-FSU Clermont !

La section académique du SNES-FSU se félicite d'enregistrer un nombre conséquent de nouvelles adhésions pour la 3ème année consécutive. Enseignant-es, CPE, PsyEN, stagiaires, titulaires, contractuel-les, AESH, AED, vous êtes de plus en plus nombreuses et nombreux à nous rejoindre, ce qui constitue pour nous une formidable reconnaissance du travail réalisé au quotidien par les militantes et les militants du S3, des S2 et des S1. Un grand merci à toutes et à tous pour votre confiance !

Des stages syndicaux qui font le plein !

Ces dernières années, le SNES-FSU Clermont a élargi et diversifié ses thématiques de formation syndicale. Grâce à vous, nos stages connaissent un franc succès réunissant toujours de nombreuses et nombreux collègues comme l'an dernier lors du stage « quel avenir pour l'Ecole ? » avec Philippe Meirieu (100 participant-es) ou cette année lors du stage « santé mentale » avec le Docteur Asensi et la Psychologue du travail Alexia Gibelin (près de 90 participant-es). D'autres stages sont déjà en préparation pour l'année 2025. Si vous êtes intéressé-e par une thématique particulière, n'hésitez pas à nous faire des propositions !

De plus en plus d'abonné-es sur les réseaux sociaux !

Instagram, Facebook, X, bientôt Bluesky : nos posts avec renvoi fréquent vers notre site académique sont de plus en plus consultés et partagés.



Stage « Santé mentale »



Stage « Préparer sa retraite »



Stage « AESH »



Stage « Santé et protection sociale »